



LA COMÉDIE HUMAINE AU SOMMET DE L'ÉTAT

Par Natacha Polony

Le constat, les Français l'ont à peu près en tête. Une société tendue, minée par le ressentiment, dans laquelle tous ont bien compris que le mérite et l'utilité commune ne déterminaient ni la richesse ni la reconnaissance. Un pays qui vit sur ses réserves – réserves économiques, patrimoniales, culturelles, réserves de civisme, même – mais qui ne produit plus rien. Et des chantiers en jachère : logement, santé, aménagement du territoire, infrastructures et bien sûr école. Les Français l'ont en tête, mais ils sont, semble-t-il, les seuls. Au sommet de l'État, le sujet est tout autre : comment éviter de se prendre un gadin aux élections européennes ? DLC (date limite de consommation) du tout nouveau Premier ministre : juin 2024. Rassurons-nous, c'est comme les yaourts, on peut sans risque dépasser un peu la DLC.

Et puis, au sommet de l'État, l'opération peut être considérée comme réussie : une semaine de plateaux de télévision à disserter sur l'âge du « brillant » Gabriel Attal, sur son « ascension fulgurante », jusqu'à l'inénarrable délire étymologique de Christophe Barbier (« Gabriel, le bras armé de Dieu »), des heures à commenter le sourire crispé de Gérald Darmanin pour en déduire le dépit du ministre freiné dans ses ambitions présidentielles puis, coup de théâtre, l'entrée en scène de Rachida Dati, qui permet quarante-huit heures d'analyse sur l'état des Républicains et la perspective de l'élection municipale à Paris. Rarement, les médias auront à ce point œuvré à se décrédibiliser. Rarement on aura vu une telle ferveur dans l'insignifiance. Jusqu'à la polémique autour du pathétique mensonge d'Amélie Oudéa-Castéra, qui a permis d'éclipser à force de rebondissements grotesques (de la part de gens qu'on nous vend certes comme dénués de toute conviction mais grands communicants...) le véritable scandale : l'école publique est dans un état de décrépitude tragique – et la fuite vers le privé en est une des conséquences plus qu'une cause – du fait de la paupérisation des enseignants mais aussi d'une idéologie qui, des années durant, a tiré les élèves vers le bas en bannissant toute notion d'exigence et d'effort, et la nouvelle ministre sera priée de s'occuper de tout cela dans le temps que lui laissera la gestion des jeux Olympiques.

Certes, on a entendu le président de la République : l'école est de son « domaine réservé ». Et même le semillant Premier ministre : il « emporte avec [lui] la cause de l'école ». L'heure est

au « réarmement civique », à l'action, à l'audace... Le ministère de la parole et de l'esbroufe a encore étendu son champ d'application. Et c'est assez cohérent puisque la principale compétence de Gabriel Attal, jusqu'à présent, a été de distiller avec le sourire du jeune homme bien né les mots qui lui semblaient devoir complaire à l'électorat qu'il visait. Il est toujours étonnant de voir se perpétuer, malgré les promesses de nouveau monde et les coups de boutoir du réel nous signifiant que la fête est finie, ce genre de profil balzacien que viennent seulement colorer quelques teintes nouvelles liées à l'époque.

Nous rappelons la semaine dernière (lire Marianne n° 1400) le rêve de Michel Rocard d'un Premier ministre qui eût été ministre de l'Éducation nationale. C'est-à-dire un ministre de l'Éducation nationale promu au rang de premier des ministres pour mettre l'éducation au centre de toutes les politiques puisqu'elle est le pivot de la République, la condition sine qua non de la paix civile, de la liberté individuelle et collective et de la prospérité de la Nation. Un ministre de l'Éducation nationale imposant à Bercy un investissement massif, lançant un plan de refonte totale de la formation des enseignants autour du rôle premier de l'instituteur, du professeur des écoles, prévoyant, donc, la formation et le recrutement des formateurs – puisque c'est le nerf de la guerre – et promouvant, non pas un très fumeux « choc des savoirs » mais une valorisation desdits savoirs, de leur transmission, du mérite et de la recherche de l'excellence. Ajoutons des conditions de travail décentes pour les enseignants et les moyens horaires d'aider les élèves en difficulté pour que l'émulation ne vire pas à la relégation des plus fragiles.

RAREMENT, LES
MÉDIAS AURONT
À CE POINT ŒUVRÉ
À SE DÉCRÉDIBILISER.
RAREMENT ON AURA VU
UNE TELLE FERVEUR
DANS L'INSIGNIFIANCE.

Évidemment, il faudrait pour cela que le directeur de cabinet du Premier ministre-ministre de l'Éducation nationale ne soit pas un ancien directeur du Trésor, imprégné des dogmes

de l'orthodoxie budgétaire à courte vue et prompt à considérer que la richesse du pays dépend de la banque et de l'assurance plutôt que des PME et de la production industrielle. Il faudrait également le courage de combattre tous les lobbies qui ont intérêt à faire de chaque enfant non un citoyen en devenir mais un consommateur abruti ou un influenceur avide. Il faudrait ne pas mener une politique qui fasse de la France la championne du monde des dividendes pendant que des métiers essentiels au bien commun restent sous-payés et précarisés.

Mérite, autorité, savoirs, civisme sont des mots qui imposent un combat. Pas un combat électoraliste. Pas un combat d'opérette pour comédien jouant à l'homme d'État. Un combat collectif pour refaire de la République et de sa devise l'espérance de ceux qui n'ont rien. ■